

NOTE AU PUBLIC

FORUM D'INVESTISSEMENT « FII SÉNÉGAL » 2025



Le Sénégal, carrefour mondial des investisseurs



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
PRIMAIRE

BIC-GOUV

BUREAU D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT



2nd EDITION FORUM OF INVESTMENT

CONNECTING OPPORTUNITIES, BUILDING THE FUTURE

La deuxième édition du Forum d'investissement « FII Sénégal » s'est tenue les 7 et 8 octobre 2025, au Centre International de Conférence Abdou Diouf (CICAD) de Diamniadio, sous le thème : « Connecter les opportunités, bâtir l'avenir ». Cet événement a réuni des Chefs d'État et de Gouvernement, des représentants d'institutions internationales, des partenaires stratégiques et plus de 3 000 participants venus des différents coins de la planète. Prenant la parole, lors de la cérémonie d'ouverture, le Président de la République, Bassirou Diomaye FAYE, a rappelé les quatre axes prioritaires de l'Agenda national de

Transformation (ANT), exposé les atouts indéniables du Sénégal et appelé les investisseurs à saisir les opportunités économiques diversifiées qu'offre notre pays. Clôturent les travaux, le Premier ministre Ousmane SONKO est revenu sur les premiers résultats du Forum : 13 211 milliards FCFA d'engagements d'investissement, 51 projets et conventions signés et 11 772 participants issus de 70 pays. Des chiffres qui, selon lui, traduisent la confiance renouvelée du monde au Sénégal, la crédibilité de la vision économique portée par le Chef de l'Etat et la solidité des institutions du pays.

« Fii Sénégal » 2025 en chiffres :

- **13 211 milliards FCFA** d'engagements d'investissement (23,5 milliards de dollars)
- **51 projets et conventions signés**
- **11 772 participants**
- **70 nationalités**
- **18 boardrooms et panels**
- **91 entreprises exposantes** (exposition institutionnelle)
- **50 entreprises exposantes** (exposition artisanale)



« C'est ici, sur cette terre bercée par l'Océan et éclairée par un soleil de fraternité que nous bâtissons l'avenir de notre peuple, pierre après pierre, avec une détermination inébranlable et une conviction profonde d'un futur meilleur. C'est ici au « FII Sénégal » que nous projetons de transformer avec vous, acteurs économiques, des promesses en engagements pour créer les conditions d'action et de résultats probants. »

Des relations solides avec le Royaume d'Arabie saoudite

« Le Sénégal et l'Arabie Saoudite entretiennent des liens solides d'amitié fraternelle et de coopération politique, religieuse et économique confiante. Notre partenariat se traduit par des investissements saoudiens significatifs dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie, de la santé et de l'éducation. Aujourd'hui, grâce au Fonds Saoudien de Développement, quatre projets majeurs sont en cours dans le domaine de la mobilité urbaine, du désenclavement des zones agricoles et minières, du développement communautaire et de l'accès à l'eau potable par le dessalement de l'eau de mer. »

Des atouts indéniables et des opportunités économiques diversifiées...

« Terre d'accueil et d'hospitalité, le Sénégal est idéalement situé pour favoriser un environnement propice aux investissements. Nous sommes à la pointe de l'Afrique ; nous sommes un pays stable avec une tradition démocratique et où la gouvernance transparente et la lutte contre la corruption sont au cœur de l'agenda national. Notre pays dispose d'atouts indéniables et d'opportunités économiques diversifiées pour les investisseurs dans des secteurs clés tels que les infrastructures, l'agriculture, les énergies, les industries, le tourisme, l'artisanat et le numérique. Mais l'un de nos plus grands atouts reste le capital humain avec plus de la moitié de la population qui a moins de 25 ans. Nous avons une population jeune, éduquée, connectée, créative et source de talents pour l'entreprise et les investisseurs. »

Focus sur les quatre piliers de l'Agenda national de Transformation (ANT)

1. Bâtir une économie durable, résiliente et compétitive, en diversifiant nos secteurs stratégiques et en valorisant nos ressources naturelles, humaines et culturelles ;
2. Valoriser nos territoires et faire de chaque région un pôle de développement ;
3. Renforcer la gouvernance pour qu'elle soit plus inclusive, transparente et efficace ;
4. Investir massivement dans le capital humain, car sans une jeunesse bien formée et compétente, il n'y a pas de prospérité durable.

Connecter, bâtir...

« Ce Forum est donc l'occasion, à l'image de son thème, de « connecter les opportunités, pour bâtir l'avenir ». Il exprime notre volonté de créer des passerelles entre les talents, les idées, les ressources et les marchés. C'est un appel à co-construire des solutions durables, au service du progrès, pour notre pays et pour l'Afrique. Nous voulons que chaque rencontre soit une chance de bâtir un avenir collectif, où le succès de l'un nourrit celui de l'autre, c'est-à-dire des partenariats mutuellement bénéfiques. En outre, l'objectif c'est de vous faire découvrir les opportunités d'investissement au Sénégal, mais aussi de vous permettre de comprendre davantage les transformations majeures en cours dans notre pays. »

Des investissements dans des secteurs prioritaires...

« Le Sénégal avance malgré la conjoncture nationale et mondiale. Nous avons une croissance portée par les secteurs productifs de l'énergie. Elle sera soutenue par des investissements dans les secteurs prioritaires de notre stratégie nationale de développement :

- l'agro-industrie souveraine pour passer de l'importation de produits agro-alimentaires à leur production sur place ; et de l'exportation de matières premières brutes à leur transformation locale ; vous êtes invités à investir dans la réalisation des « pôles agro-industriels intégrés » ;
- l'énergie verte avec des opportunités immenses dans le solaire, l'éolien et l'hydrogène vert ;
- la transformation minière et pétrochimique avec la construction d'unités de transformation locale, notamment du zircon, de l'or, du phosphate, du gaz et du pétrole ;
- l'économie bleue en mettant l'accent sur la pêche, l'aquaculture, et les biotechnologies marines qui sont des domaines immenses encore sous-exploités ;
- l'économie créative avec le numérique et la fintech ; nous avons un besoin d'investissement de 1.7 milliards de dollars pour réaliser le New deal technologique avec notamment la construction d'infrastructures critiques, le développement des compétences locales et la stimulation de l'innovation. »

De grandes réformes pour favoriser l'investissement...

« Nous avons d'abord commencé par une gestion rigoureuse de nos finances ; l'assainissement du cadre macroéconomique avec l'adoption du

plan national de redressement économique, la réforme administrative et le processus de digitalisation intégrale pour des procédures connectées et diligentes. Nous avons ensuite lancé la révision du Code des Investissements dont la nouvelle version a déjà été adoptée. Les révisions du Code Général des Impôts, du Code des Douanes, du Code du Travail, du Code de la Sécurité sociale et du Code des marchés publics seront finalisées d'ici la fin de l'année 2025, en plus de l'adaptation des lois sur les Partenariats Public-Privé et les Zones Économiques spéciales. Ces nouveaux instruments proposeront des incitations ciblées. Ils permettront également d'avoir plus de garantie juridique et de rendre les activités plus lisibles, plus compétitives et mieux adaptées aux réalités du marché et des entreprises ; et en même temps ils contribueront à répondre aux défis économiques et technologiques. »

Des partenariats stratégiques, plus que de simples investisseurs

« Nous visons plus que de simples investisseurs ; nous recherchons des partenariats stratégiques reposant sur plusieurs piliers parmi lesquels :

- Premièrement : le Transfert obligatoire de Compétences et de Technologie : pour former une main d'œuvre qualifiée ;
- Deuxièmement : l'Intégration systématique des Chaînes de Valeur Locales : en privilégiant l'approvisionnement auprès des TPE et PME sénégalaises, ainsi que les investissements qui participent au développement d'une industrie nationale intégrée ;
- Troisièmement : le Co-Investissement qui encourage la participation des acteurs économiques sénégalais dans le capital de vos projets. »

Un vibrant appel aux investisseurs

« Le Sénégal vous offre un marché en expansion dans le cadre de la Zone de libre-échange continental, dans un environnement juridique en pleine mutation et modernisation. Nous sommes disposés à vous accueillir et à faciliter votre installation et votre succès. Venez saisir les opportunités dans les secteurs stratégiques à fort potentiel commercial, et nouer des partenariats féconds mutuellement bénéfiques.

Pour vos démarches d'installation, l'Agence de Promotion des Investissements et des Grands Travaux de l'Etat (APIX), sera présente pour accompagner, via son guichet unique et la digitalisation complète de toute la procédure. **Le Sénégal est prêt. Il vous tend la main pour des partenariats féconds et gagnant-gagnant. »**

A photograph of Umara Sissoco Embaló, President of Guinea-Bissau, speaking at a podium. He is wearing a blue shirt and glasses, and is holding a small white card. The background is a blue wall with the APIX logo. A quote is overlaid on the right side of the image.

UMARO SISSOCO EMBALO, PRÉSIDENT DE
LA REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU

“

*La Guinée-Bissau
et le Sénégal
partagent
plus qu'une
frontière... »*

« Je salue l'organisation remarquable de ce Forum, devenu un rendez-vous important et une plateforme stratégique pour la coopération économique et la promotion d'investissements pour le développement. La Guinée-Bissau et le Sénégal partagent plus qu'une frontière. Nous avons en commun un même destin, car nous sommes unis par des liens de parenté, des relations ancestrales de bon voisinage, d'échanges commerciaux séculaires, et un héritage historique, culturel et linguistique indissociable. Je me félicite de la stratégie du Sénégal, tendant à devenir un hub technologique régional. L'avenir de l'Afrique se construira, certes, sur les infrastructures physiques, mais aussi et surtout le capital humain, la science, la technologie, l'innovation et la créativité.

L'Afrique de l'Ouest doit être considérée comme un écosystème intégré, riche en ressources

naturelles, avec une population jeune, dynamique et possédant beaucoup de talents, prêts à démontrer leurs capacités et participer à l'effort collectif de développement. Nous recherchons des investissements capables d'avoir un impact sur la vie des citoyens, notamment celle des jeunes, des femmes et de nos populations des zones rurales.

L'Afrique a besoin d'un modèle de partenariat qui intègre les compétences locales et favorise le transfert de technologie. Nos Gouvernements ont la responsabilité de promouvoir une croissance socialement juste, écologiquement soutenable. Ce Forum est une opportunité formidable pour des échanges fructueux et pour nouer de nouvelles relations d'affaires. Je suis convaincu que ces deux jours de rencontre vont permettre d'établir des partenariats équitablement profitables et durables. »



S.E. KHALID A. AL-FALIH, MINISTRE DE
L'INVESTISSEMENT DU ROYAUME
D'ARABIE SAOUDITE

*« Le Sénégal est un
hub stratégique
pour les investissements
en Afrique »*

Pays invité d'honneur de la deuxième édition du Forum Invest in Sénégal (FII Sénégal 2025), le Royaume d'Arabie Saoudite a réaffirmé, par la voix de son ministre en charge de l'Investissement, Khalid Al-FALIH, sa volonté de renforcer un partenariat stratégique avec le Sénégal. « Ce programme ambitieux reflète une vision stratégique d'ouverture et de développement pour le Sénégal », a-t-il magnifié en exprimant la volonté du Royaume de s'impliquer durablement dans les projets de développement du Sénégal.

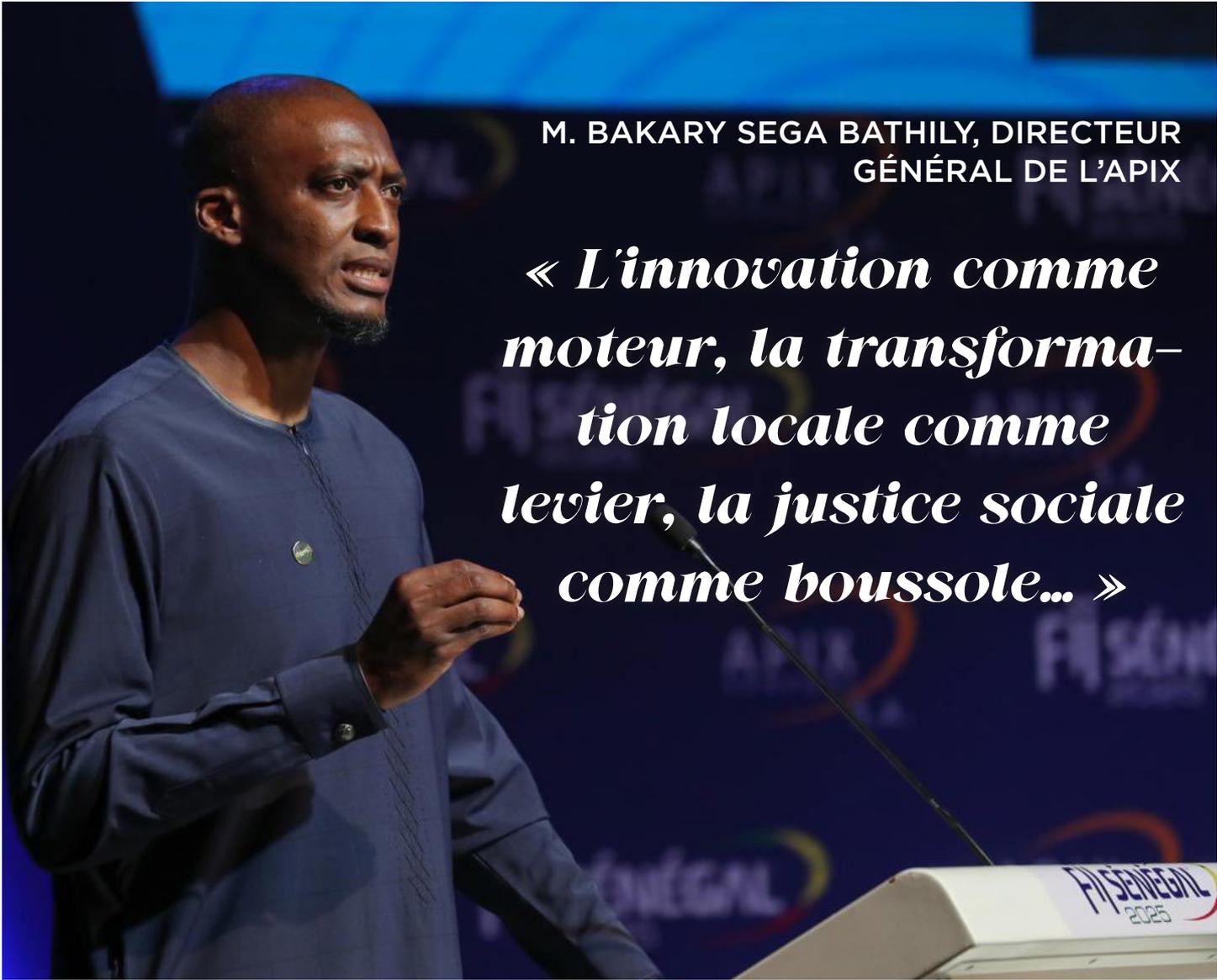
Khalid Al-FALIH a rappelé aussi des engagements concrets du Royaume dans des projets d'envergure comme la station de dessalement

de la Grande Côte, portée par ACWA Power, pour un investissement de 750 millions d'euros, avec une capacité de 400 000 m³/jour, destinée à renforcer l'accès à l'eau potable pour la région de Dakar.

Le ministre saoudien chargé de l'Investissement a qualifié le Sénégal de « hub stratégique pour les investissements en Afrique », en raison de sa stabilité politique, de sa position géographique, de ses ressources naturelles et de son capital humain.



Vice-président de la République d'Afrique du Sud, S.E. Paul Shipokosa MASHATILE était parmi les invités de marque de la deuxième édition du Forum « FII Sénégal ». Dans son intervention, il est revenu sur les excellentes relations diplomatiques que son pays entretient avec le Sénégal. M. MASHATILE a également abordé la question du renforcement de la coopération entre les deux pays, notamment dans des secteurs stratégiques comme les relations commerciales, l'investissement, etc.



M. BAKARY SEGA BATHILY, DIRECTEUR
GÉNÉRAL DE L'APIX

*« L'innovation comme
moteur, la transforma-
tion locale comme
levier, la justice sociale
comme boussole... »*

« Sous le leadership éclairé du Président de la République, Bassirou Diomaye Diakhar FAYE, le Sénégal a engagé des réformes ambitieuses : nouveau Code des investissements, des procédures digitalisées, une protection renforcée pour les investisseurs, un accès facilité au foncier. Ces réformes traduisent une volonté ferme : accélérer, sécuriser et concrétiser votre projet.

Fii Sénégal 2025 n'est pas un sommet de plus. Cette deuxième édition incarne une vision forte, souveraine, audacieuse et pleinement assumée. Celle d'un Sénégal qui choisit l'innovation comme moteur, la transformation locale comme levier, la justice sociale comme boussole et la coopération équitable comme un principe

cardinal. C'est le visage d'un Sénégal qui affirme haut et fort son ambition de devenir un pôle de stabilité, de confiance et de prospérité partagée, ouvert à l'Afrique et au monde.

Ce Forum porte un message fort : « l'Afrique assume sa posture d'actrice majeure de son développement ». Elle s'impose progressivement comme un marché stratégique à l'échelle mondiale. Forte de ses talents, de ses ressources et de sa jeunesse, elle est artisanne de son destin. Le thème « connecter les opportunités, bâtir l'avenir », reflète notre volonté de créer des passerelles entre talents, idées, ressources et marché. Il traduit un engagement fort : celui de co-construire des solutions durables et inclusives au service du progrès partagé. »



Le panel intitulé « Capital privé et investissements productifs : comment orienter la finance vers l'économie réelle » a fait intervenir le ministre des Finances et du Budget, M. Cheikh DIBA, son collègue de l'Économie, du Plan et de la Coopération, M. Abdourahmane SARR, et d'autres figures emblématiques de l'économie sous-régionale comme le Président de la Commission de l'UEMOA, M. Abdoulaye DIOP, etc.

**M. ABDOURAHMANE SARR,
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION**



« L'axe le plus important c'est la stabilité macroéconomique... »

« Le capital, de façon générale, va là où le rendement est le plus élevé et à l'abri du risque. Et le Sénégal est dans des ensembles comme l'UEMOA et la CEDEAO. Sur le thème comment diriger la Finance vers l'Économie réelle, le premier axe le plus important c'est d'abord la stabilité macroéconomique. Elle est essentielle parce que c'est une macro-économie solide qui

vous permet d'avoir des marges de manœuvres de sorte à pouvoir absorber des chocs. Le second point, ce sont les projets. Il faut bien les préparer. Cela veut dire identifier les risques inhérents à ces projets de sorte à pouvoir les éviter. Il s'agit de garanties, éventuellement, des assurances. Une fois que le projet est sans risque, le financement devient facile ».



M. CHEIKH DIBA, MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

« Mobiliser davantage de ressources endogènes... »

« Le Sénégal s'est résolument engagé à mettre en œuvre quatre réformes majeures : la réforme du Code général des impôts et des douanes ; la réforme du Code des investissements, la réforme relative à l'accès au financement et la réforme sur les questions de gouvernance. La

première réforme fiscale revêt une importance particulière dans le contexte actuel. Il nous faut mobiliser davantage de ressources endogènes, tout en reconnaissant que l'impôt ne doit pas se limiter à une fonction de financement du Trésor public. Il doit s'intégrer pleinement dans la stratégie économique nationale. La relation entre le secteur privé et la fiscalité n'est plus à démontrer, et c'est pourquoi cette réforme constitue une véritable refonte de notre système fiscal. L'objectif est d'instaurer une fiscalité efficace, équitable et adaptée aux réalités socio-économiques du pays, tout en intégrant le secteur informel et en renforçant la transparence entre les différents acteurs. Cette réforme vise également une harmonisation des pratiques fiscales. Le nouveau Code des investissements promeut le développement des petites et moyennes entreprises (PME), encourage la décentralisation économique et introduit un nouveau concept : la responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSE). La prochaine étape consistera à adopter l'ensemble des textes d'application nécessaires à sa mise en œuvre. Concernant la problématique du financement, il s'agira d'approfondir et de diversifier les marchés financiers, notamment en s'orientant davantage vers la finance islamique. »



M. ABDOULAYE DIOP, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'UEMOA

« Investir au Sénégal, c'est aussi investir dans l'UEMOA »

« Investir au Sénégal, c'est aussi investir dans l'UEMOA. Même si l'ambition, comme l'a dit le Président de la République, est plus large. Par évolution concentrique, l'UEMOA est plus proche. Il faut noter que sur les 15 dernières années, notre espace a fait preuve de beaucoup de résilience malgré les risques de divers ordres.

L'UEMOA constitue donc aujourd'hui l'un des espaces les plus dynamiques en termes de taux de croissance au monde. Naturellement aussi il nous faut beaucoup d'efforts pour que cette croissance puisse impacter davantage au niveau de nos États ».



**M. BAÏDY AGNE, PRÉSIDENT DU
CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT
(CNP)**

« *Nous sommes un pays
attractif* »

« Nous devons être fiers de la présence d'autant d'autorités, d'autant d'investisseurs, venus de partout, pour nous dire qu'ils aiment le Sénégal. Ils nous disent que nous sommes là pour investir et pour créer plus d'emplois au Sénégal. Ils nous disent aussi que nous sommes séduits

par l'Agenda national de Transformation Sénégal 2050. Nous sommes séduits par le Plan de Redressement économique et social. En tant qu'investisseurs, nous magnifions notre relation de dialogue public-privé. Nous sommes bien traités. Nous entretenons un dialogue permanent et nous discutons des réformes nécessaires que nous mettons en œuvre. Qu'il s'agisse de la fiscalité, du Code des Investissements ou du Code des Douanes, nous dialoguons, nous discutons, pour créer un environnement meilleur dans notre pays. Nous considérons que nous sommes un pays attractif. Nous avons des infrastructures de qualité. Nous avons un Etat qui indique une gouvernance démocratique claire. »

« **RENAISSANCE AFRICAINE** »

Le panel de haut niveau consacré à la renaissance africaine, a enregistré la participation d'éminentes personnalités. Aux côtés du Premier ministre Ousmane SONKO, les Premiers ministres burkinabè et nigérien, le Secrétaire général de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) et l'homme d'affaires Aliko DANGOTE ont abordé les contours d'une Afrique consciente de sa force, audacieuse dans son leadership et fière de son héritage.

« *Compter sur nous-mêmes...* »



« L'Afrique doit faire ce que tout le monde a fait. Il n'y a pas à réinventer la roue. Nous devons d'abord faire le travail qu'il faut pour un assainissement macroéconomique, compter sur nous-mêmes. Cela suppose que nous arrêtons de brader nos ressources. Pourquoi tous les autres continents profitent beaucoup mieux de leurs ressources naturelles que l'Afrique qui en a autant ? Nous devons accepter de nous aligner sur les règles de bonne gouvernance. Nous devons faire les réformes qu'il faut. Dans son discours, le Président a cité un certain nombre de réformes qui ont été faites et d'autres qui sont en cours. Pour aller dans le sens de la réduction du train de vie de l'Etat, un ciblage

de la dépense publique peut impacter la productivité. En comparaison au monde entier, nos dépenses impactent moins la productivité. C'est autant d'éléments qui doivent guider la nouvelle gouvernance de l'Afrique.

Le débat sécuritaire est aussi extrêmement important. Et si on doit parler de renaissance, c'est l'ensemble de ces facteurs qu'on doit indexer en termes de réflexion stratégique. C'est dire que ce sont les mêmes méthodes basées sur la rigueur dans la gestion des affaires publiques, sur le retour à l'identité culturelle qui ont marché ailleurs. »

S.A.

M. JEAN-EMMANUEL OUEDRAOGO,
PREMIER MINISTRE DU BURKINA FASO

ÉNÉGAL™
025

« *L'Afrique est un continent béni...* »

« Nous devons nous mettre debout pour briser toutes les chaînes. Car le vrai problème aujourd'hui, c'est de se rendre compte que personne ne va nous octroyer la souveraineté. Que ça soit sur le plan économique, militaire et sur tous les aspects, nous devons, dans un esprit de sacrifice, mener le combat. Et je peux vous assurer que tant que ces chaînes ne seront pas brisées, nous pouvons tourner toutes les théories que nous voulons, toutes les richesses que nous allons produire, la sueur de notre front ne profitera pas à nos populations. Il faut aussi reconquérir nos identités. Il faut que les jeunes Sénégalais soient fiers d'être Sénégalais. Il faut que les jeunes Burkinabè soient fiers d'être Burkinabè. Et pour conquérir cette fierté, il faut qu'ils connaissent leur histoire. L'Afrique est un continent béni. Le moment est venu de s'en rendre compte ».

M. ALI MAHAMAN LAMINE ZEINE,
PREMIER MINISTRE DU NIGER

*« Les réformes
macroéconomiques en
cours offrent de belles
opportunités... »*



Les réformes macroéconomiques qui sont en cours offrent de très belles opportunités, pour tous ceux qui veulent investir dans le continent africain. Il faudrait que les Africains qui logent sur un continent qui recèle d'énormes potentialités économiques puissent être ceux-là qui bénéficient de ce qu'Allah leur a accordé. Au Niger, actuellement, nous sommes dans la refondation. Nous avons d'énormes potentialités. Si on parle de l'énergie, nous avons le soleil quasiment tous les 365 jours de l'année. Nous avons des eaux souterraines, semble-t-il les plus importantes du continent. Nous avons du gaz, du pétrole, du vent et de l'uranium que nous avons littéralement récupéré. Cet uranium, pendant plus de 50 ans, a alimenté plusieurs centrales dans le monde. »

S.E. WAMKELE MENE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA ZLECAF



La nécessité de renforcer la ZLECAF

« Le Secrétaire général de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF), S.E. Wamkele MENE, a abordé plusieurs points dans son intervention. Selon lui, « la renaissance du continent africain est une chose que l'on attend depuis longtemps ». M. MENE a attiré l'attention sur les atouts dont dispose le continent, soulignant une puissance démographique réelle (1,4 milliard de personnes) et des opportunités économiques non négligeables. Il a également souligné un certain nombre de défis, parmi lesquels figurent la circulation des personnes et des biens, la problématique du déficit de production, la souveraineté économique, la question du financement, entre autres aspects. Face à ces multiples problèmes qui minent le développement du continent, les Etats ont mis en place la ZLECAF pour donner forme à la renaissance africaine.

M. ALIKO DANGOTE, PRÉSIDENT DU GROUPE DANGOTE

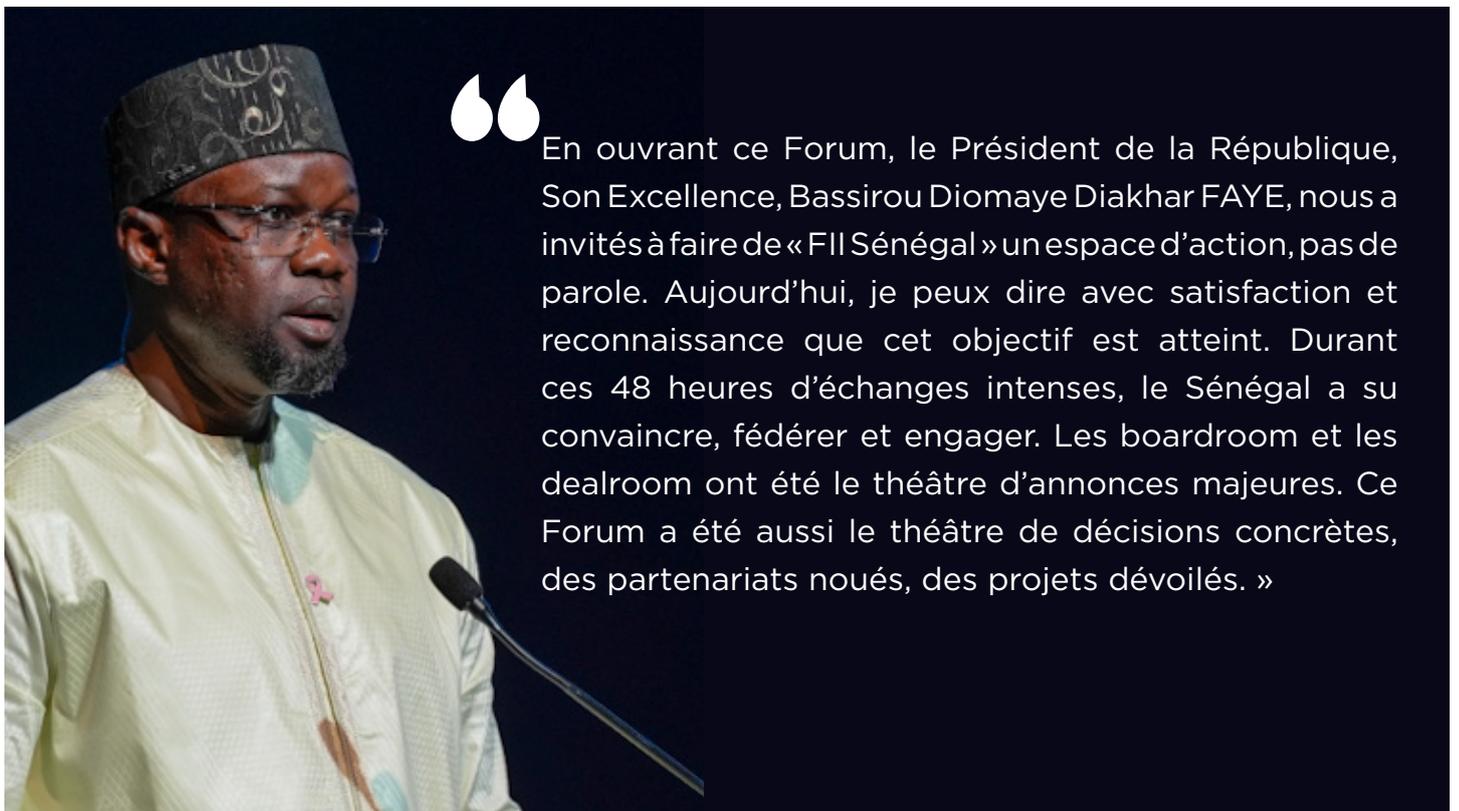


« Montrer la voie de l'investissement en Afrique... »

Le patron du Groupe Dangote, M. Aliko DANGOTE, a principalement axé son intervention sur la nécessité, pour les Africains, de montrer la voie de l'investissement en Afrique. « Nous commettons de grosses erreurs, en nous tournant souvent vers des investisseurs étrangers. Mais ceux-ci ne viendront que lorsque les investisseurs locaux auront investi », a-t-il déclaré. Selon l'homme d'affaires, « il faudrait que l'on démontre que nous avons foi en notre continent. Que notre continent est ouvert pour faire des affaires. Si on ne montre pas la voie, personne ne viendra investir. » Au chapitre des défis à relever, M. DANGOTE a également souligné la problématique de la libre circulation des biens et services, pointant les difficultés liées à l'obtention des visas. « Il va falloir que cette question soit résolue », a-t-il préconisé.



Les annonces fortes du Premier ministre Ousmane SONKO



13 211 milliards FCFA d'engagements d'investissement

« Je suis heureux de partager à ce stade les premiers résultats. Le montant total des engagements d'investissement annoncés se chiffre à **13 211 milliards de FCFA**, soit **23,5 milliards de dollars**. Le nombre d'accords et de partenariats signés monte à **51 projets et conventions**. Et le nombre de participants enregistrés est de **11 772**, issus de **70 pays**. Ces chiffres traduisent la confiance renouvelée du monde au Sénégal, la crédibilité de notre vision économique et la solidité de nos institutions. Durant ces deux jours, nous avons aussi vu se dessiner les contours de l'avenir commun, porté par 7 panels thématiques qui ont su mettre en lumière les leviers essentiels de notre développement. Je veux, au nom du Gouvernement, remercier chaleureusement le Président de la République pour sa vision lucide d'un Sénégal souverain et prospère. »

L'appel au secteur privé national

« Au secteur privé national, je veux lancer un appel clair : le temps de l'attente est révolu. Le temps de l'audace est venu. Ne restez pas spectateurs d'un monde qui bouge. Soyez les bâtisseurs de l'économie de demain. Nouez des alliances stratégiques. Enrichissez-vous de capitaux et de technologies et exportez vos savoir-faire. Etendez vos chaînes de valeur au-delà de nos frontières. L'Etat sera à vos côtés pour vous accompagner, vous protéger et vous donner les leviers nécessaires pour devenir des champions régionaux et continentaux. »

Le message adressé à l'Administration publique

« Les entreprises sont des piliers essentiels de l'œuvre de construction de notre développement économique et social. Traitez-les avec respect, efficacité et réactivité. C'est en facilitant leur croissance que nous accélérerons celle du pays. Ne les découragez pas. Accompagnez-les, soutenez-les et écoutez-les. C'est l'essence même de la réforme administrative engagée : celle qui consiste à aller vers un État agile, moderne, au service du développement. »

13 millions d'emplois visés d'ici 2050

« Notre ambition est dès lors très claire : tripler la taille de l'économie et créer **13 millions d'emplois d'ici 2050**. Ce Forum a confirmé ce que nous savions déjà : le monde a besoin d'un partenaire africain stable, compétitif et crédible. Le Sénégal est prêt. »



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
PRIMATURE

BIC-GOUV

BUREAU D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT

CONTACT PRESSE :
contact@bic.gouv.sn



Fij SÉNÉGAL
2025